



Samedi 24 et dimanche 25 septembre 2016

Les grands titres:

- Gabon : l'ONU prend note de la confirmation de la réélection du Président sortant Ali Bongo Ondimba
- Le Conseil de sécurité réuni en urgence sur la Syrie alors que les combats font rage à Alep
- Chypre : l'ONU se félicite des progrès dans les négociations sur la réunification de l'île
- La RDC confirme l'organisation des élections et réaffirme son engagement pour les droits de l'homme
- RDC : l'ONU, l'UA, l'UE et la Francophonie demandent au gouvernement de rester engagé dans le processus de dialogue
- La Syrie dénonce les appuis extérieurs à l'expansion du terrorisme sur son territoire
- La République du Congo se félicite de la nouvelle Constitution adoptée qui va améliorer la gouvernance
- Syrie : Ban Ki-moon se dit consterné par l'escalade militaire dans la ville d'Alep
- Les partenaires de la Centrafrique réclament des actions concrètes pour faire avancer le processus de paix
- Le Gabon estime que reconstruire le lien social et l'unité du pays est l'exigence du moment
- L'ONU appelle à intensifier les efforts pour aider les Pays les moins avancés à réaliser leurs objectifs de développement
- Le Burundi regrette les tentatives d'ingérence étrangère permanentes
- Ban Ki-moon dit sa préoccupation sur la situation au Burundi au chef de la diplomatie

Gabon : l'ONU prend note de la confirmation de la réélection du Président sortant Ali Bongo Ondimba



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (à droite) avec le Président du Gabon, Ali Bongo Ondimba en septembre 2015. Photo ONU/Evan Schneider (archives)

25 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a pris note dimanche de la décision de la Cour constitutionnelle gabonaise sur les recours introduits concernant les résultats préliminaires de l'élection présidentielle du 27 août 2016 et de sa confirmation de l'élection d'Ali Bongo Ondimba en tant que Président élu.

“Le Secrétaire général se félicite de l'appel à un dialogue national lancé par le Président élu. Un tel dialogue devra être représentatif de toutes les parties prenantes en faveur de la réconciliation nationale, d'une gouvernance inclusive et de l'adoption de mesures consensuelles pour la tenue d'élections législatives pacifiques et crédibles en décembre 2016”, a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

“En cette période critique et délicate de l'histoire du pays, il est d'une importance capitale pour tous les acteurs de faire preuve de la plus grande retenue et de respecter pleinement les droits de l'homme et les libertés fondamentales”, a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a appelé à “la libération des personnes détenues de façon arbitraire en relation avec le processus électoral”.

Il a ajouté que les Nations Unies restaient déterminées à soutenir le processus démocratique et le développement durable en



République gabonaise et continueraient à travailler étroitement avec les partenaires nationaux, régionaux et internationaux à cet égard.

Le Conseil de sécurité réuni en urgence sur la Syrie alors que les combats font rage à Alep



L'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, devant le Conseil de sécurité. Photo ONU/Manuel Elias

25 septembre - Alors que les combats font rage à Alep depuis le lancement d'une offensive militaire par le gouvernement syrien contre les rebelles il y a quelques jours, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni en urgence dimanche pour discuter des derniers développements en Syrie.

L'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a fait un exposé de la situation devant les membres du Conseil.

“La semaine passée a été l'une des pires en Syrie au cours de près de six ans de conflit dévastateur”, a dit M. de Mistura. Il a rappelé que la cessation des hostilités qui est intervenue le 12 septembre, trois jours après l'accord entre la Russie et les Etats-Unis “avait vraiment réduit la violence”. “Même Alep a observé une réduction des opérations militaires”, a-t-il souligné.

“Et puis, le 18 septembre, les frappes aériennes ont repris sur la ville d'Alep”, a-t-il ajouté. “Et quand le gouvernement a déclaré unilatéralement la fin de la cessation des hostilités le 19 septembre, nous avons commencé à recevoir des informations sur l'utilisation de bombes baril et sur des frappes aériennes dans l'est d'Alep”.

Depuis, “nous avons vu la situation dans l'est d'Alep se détériorer pour atteindre des nouveaux sommets dans l'horreur”, a dit l'Envoyé spécial. “Alors que le nombre de victimes augmente, des secouristes ont du mal à retirer les gens des décombres”.

“Mon appel à ce Conseil aujourd'hui est le suivant : s'il vous plaît, développez une action commune pour faire respecter la cessation des hostilités en Syrie. Je suis toujours convaincu que nous pouvons changer le cours des événements”, a déclaré M. de Mistura.

“Nous l'avons prouvé plus d'une fois auparavant. Nous avons parcouru un long chemin à ce jour pour ne pas laisser les petites mais tangibles réalisations de la cessation des hostilités être enterrées sous la poussière des décombres d'Alep”, a-t-il ajouté.

D'un point de vue humanitaire, M. de Mistura a demandé au Conseil de sécurité d'obtenir “une cessation de la violence et la protection des civils et des infrastructures civiles; des trêves de 48 heures dans les combats pour assurer qu'au moins l'ONU et ses partenaires puissent atteindre l'est d'Alep, sans conditions préalables du gouvernement, ni de l'opposition; et d'obtenir des évacuations médicales”.

M. de Mistura a déclaré qu'il ne démissionnerait pas de son poste car “tout signe de démission enverrait le signal que la communauté internationale abandonne les Syriens”. “Et nous n'abandonnerons pas les Syriens”, a-t-il ajouté.

Samedi, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est dit consterné par l'escalade militaire dans la ville d'Alep.

Dimanche, il a exhorté “tous ceux qui sont impliqués à travailler plus dur pour mettre fin à ce cauchemar”. “Le droit international est clair : l'usage systématique et aveugle d'armes dans des zones densément peuplées est un crime de guerre”, a-t-il dit lors d'un point de presse à l'issue d'une rencontre avec les dirigeants chypriotes.

Mercredi, lors d'une précédente réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation en Syrie, Ban Ki-moon avait exhorté les membres du Conseil à user de toute leur influence pour « sortir les Syriens de l'enfer dans lequel ils sont pris au piège ».

Chypre : l'ONU se félicite des progrès dans les négociations sur la réunification de l'île



25 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est félicité dimanche des progrès réalisés par les Chypriotes dans les négociations sur la réunification de l'île.

M. Ban a rencontré au siège de l'ONU à New York le dirigeant chypriote turc, Mustafa Akıncı, et le dirigeant chypriote grec, Nicos Anastasiades, pour discuter de l'état des négociations.

Le Secrétaire général Ban Ki-moon (au centre) avec les dirigeants chypriotes grec Nicos Anastasiades (à gauche) et chypriote turc Mustafa Akıncı. Photo ONU/Isaac Billy

"J'ai salué les deux dirigeants pour leurs efforts remarquables à ce jour et pour les progrès réalisés", a dit M. Ban lors d'un point de presse après la rencontre.

"Je suis très satisfait de leur engagement conjoint à intensifier ces efforts", a-t-il ajouté. "J'ai encouragé les deux dirigeants à continuer à s'impliquer dans le processus avec détermination, courage et créativité".

Les dirigeants chypriotes ont indiqué au Secrétaire général qu'ils allaient intensifier leurs négociations à leur retour à Chypre. Le chef de l'ONU a déclaré qu'il était prêt à leur apporter le soutien requis.

"La période qui est devant nous sera cruciale pour Chypre. Les Nations Unies et moi-même feront tout ce qui est en notre pouvoir pour promouvoir un aboutissement réussi", a-t-il ajouté.

La RDC confirme l'organisation des élections et réaffirme son engagement pour les droits de l'homme



Le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo, Raymond Tshibanda N'tungamulongo, s'exprimant lors du débat général de la 71ème session de l'Assemblée générale de l'ONU. Photo ONU/Cia Pak

24 septembre - Devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo (RDC), M. Raymond Tshibanda N'tungamulongo, a confirmé vendredi la tenue des élections générales et a souligné l'engagement de son gouvernement dans la promotion des droits de l'homme.

« La RDC a en effet levé une option irréversible de ne permettre l'accès au pouvoir d'Etat que par les élections », a déclaré M. Tshibanda N'tungamulongo. « En dépit du retard enregistré dans leur préparation, les élections générales initialement prévues pour la fin de cette année seront bel et bien organisées, aussitôt que les conditions techniques le permettront » at-il ajouté soulignant que plusieurs défis doivent être préalablement relevés pour permettre l'organisation d'élections qui soient « libres, transparentes, crédibles et apaisées ».

« C'est pour parvenir, ensemble et de manière consensuelle, à relever ces défis que des représentants de la majorité présidentielle, de l'opposition politique et de la société civile sont réunis, depuis un peu plus de deux semaines, dans le cadre du Dialogue politique national inclusif, sous une facilitation de l'Union Africaine' a rappelé le Ministre qui a cependant averti que tout recours à la violence et incitation à l'insurrection devraient être condamné et leurs auteurs sanctionnés.

Selon M. Tshibanda N'tungamulongo, « la promotion des droits de l'homme fait du chemin en RDC », précisant qu'il s'agit toujours d'un Etat post-conflit, confronté à plusieurs défis. « Il y a deux mois, nous avons accueilli sur notre territoire la visite du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), dans le cadre de notre coopération avec le Conseil des droits de l'homme (CDH) », a-t-il rappelé. « Nous entendons poursuivre et approfondir les réformes dans ce domaine », a-t-il ajouté.

Le chef de la diplomatie congolaise a fait remarquer qu'à la faveur de la réforme du secteur de sécurité en cours d'exécution, les forces nationales de défense et de sécurité de la RDC s'acquittent, « avec de plus en plus de compétence et d'efficacité », de ses missions de protection du territoire national et de sécurisation des populations et de leurs biens. « Le Gouvernement congolais compte donc sur le dialogue stratégique avec l'ONU pour arriver à une réduction progressive des effectifs de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) et à la transformation subséquente de cette Mission », at-il dit.

M. N'tungamulongo a également souligné « l'urgence de la réforme du Conseil de sécurité » notamment à travers son élargissement en termes de membres permanents et non permanents. « La RDC est attachée à cette réforme qui, pour être viable, doit prendre en compte le poids politique et numérique de l'Afrique à l'Assemblée générale et lui permettre de participer pleinement aux décisions qui l'engagent », a dit le Ministre qui rappelle que les deux tiers des situations examinées au Conseil de sécurité sont sur le continent africain.

RDC : l'ONU, l'UA, l'UE et la Francophonie demandent au gouvernement de rester engagé dans le processus de dialogue



Le facilitateur de l'Union africaine Edem Kodjo (gauche) s'exprimant lors d'une réunion du comité préparatoire pour le dialogue national en République démocratique du Congo (RDC). Photo: MONUSCO/Theophane Kinda

24 septembre - Les Nations Unies (ONU), l'Union africaine (UA), l'Union européenne (UE) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ont exprimé leurs graves préoccupations suite aux violents incidents survenus récemment à Kinshasa et ailleurs en République démocratique du Congo (RDC), où des manifestants et les forces de sécurité se sont affrontés, entraînant des pertes en vies humaines.

Dans une déclaration conjointe publiée samedi, les quatre organisations partenaires lancent un appel à tous les acteurs politiques de la RDC, y compris la majorité présidentielle et l'opposition politique, afin qu'ils fassent preuve de retenue dans leurs actions et déclarations et qu'ils exhortent leurs partisans à renoncer à la violence. Ils invitent également les autorités de la RDC à promouvoir et protéger les droits de l'homme et à respecter les libertés fondamentales consacrés dans la Constitution, y compris lors de

manifestations publiques.

« Toutes les parties prenantes, y compris les fonctionnaires des institutions judiciaires et de sécurité, ont la responsabilité d'agir dans le strict respect de la loi et des droits de l'homme, et devront faire face aux conséquences de leurs actes en cas de manquement », ont-ils précisé.

Tout en restant déterminés à continuer de soutenir le dialogue national en cours, les quatre organisations partenaires rappellent que seul un dialogue inclusif mené avec le plus grand nombre d'acteurs politiques ouvrira la voie à des élections pacifiques et crédibles, conformément à la Constitution de la RDC et la résolution 2277 (2016) du Conseil de sécurité de l'ONU.

Les quatre organisations partenaires demandent au gouvernement de la RDC de rester engagé dans le processus de dialogue, y compris en continuant de prendre des mesures visant à créer un climat de confiance. Elles encouragent également les groupes politiques qui ne font pas partie des négociations en cours à jouer un rôle constructif en vue de contribuer à la tenue d'élections crédibles le plus tôt possible.

Vendredi, le Ministre des affaires étrangères de la RDC, Raymond Tshibanda N'tungamulongo, a affirmé lors du débat général de l'Assemblée générale de l'ONU qu'en dépit du retard enregistré dans leur préparation, les élections générales initialement prévues pour la fin de cette année seront bel et bien organisées, « aussitôt que les conditions techniquement le permettront ».

La Syrie dénonce les appuis extérieurs à l'expansion du terrorisme sur son territoire



Vice-Premier ministre syrien, Walid Al-Moualem, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

24 septembre - A la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Vice-Premier ministre syrien, Walid Al-Moualem, a accusé samedi le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie de favoriser et soutenir le terrorisme qui sévit dans son pays .

« Nous, en Syrie, combattons le terrorisme au nom du monde entier », a déclaré samedi M. Al-Moualem. « Chaque fois que l'armée syrienne tue un terroriste étranger, elle épargne les vies de plusieurs innocents qui auraient pu mourir dans un acte terroriste mené par le même terroriste de retour dans son pays ».

Pour le Vice-Premier ministre, la campagne terroriste contre son pays prend place dans le contexte d'un monde polarisé. « Il y a ceux qui ont choisi de soutenir le droit international et les principes de la Charte (des Nations Unies), alors que les autres ont décidé de fermer les yeux devant la vérité et de soutenir, financer et armer les terroristes, sous de faux prétextes en dehors de toute logique et de la raison », a-t-il dit.

Selon M. Al-Moualem, l'Armée arabe syrienne fait de « grandes avancées » dans la guerre contre le terrorisme avec le soutien des « vrais amis du peuple syrien » citant la Fédération de Russie, l'Iran et la résistance nationale libanaise.

« Nous avons toujours salué les efforts internationaux pour contrer le terrorisme en Syrie, mais nous soulignons encore une fois le besoin de coordonner de tels efforts avec le gouvernement de la République arabe syrienne et l'Armée arabe syrienne qui combat le terrorisme sur le terrain depuis plus de cinq ans », a souligné le Vice-Premier Ministre qui a condamné dans les termes plus forts l'attaque lancée par des avions militaires américains sur un site de l'armée syrienne aux alentours de l'aéroport de Deir ez-Zor le 17 septembre dernier.

M. Al-Moualem a également réitéré sa condamnation de l'incursion de la Turquie sur le territoire syrien au prétexte de la lutte contre le terrorisme. « Il s'agit d'une agression flagrante et elle doit être immédiatement être arrêtée » a-t-il dit ajoutant que le terrorisme ne peut être combattu en remplaçant une organisation terroriste par une autre.

Le Vice-Premier Ministre a rappelé que son gouvernement a déclaré depuis le début de la crise que toute solution devait suivre deux voies parallèles, « la voie de la lutte contre le terrorisme et la voie politique à travers un dialogue inter-syrien qui permettent aux Syriens de déterminer leur avenir dans leurs pays sans interférence étrangère », a-t-il précisé réitérant l'engagement de Damas « d'aller de l'avant » avec la piste des négociations à Genève sous les auspices des Nations Unies.

La République du Congo se félicite de la nouvelle Constitution adoptée qui va améliorer la gouvernance



Ministre des affaires étrangères de la République du Congo, Jean-Claude Gakosso, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

24 septembre - Le Ministre des affaires étrangères de la République du Congo, Jean-Claude Gakosso, s'est félicité samedi de la nouvelle Constitution adoptée par son pays qui va améliorer, selon lui, la gouvernance politique, économique et sociale dans le pays.

Le scrutin référendaire du 25 octobre 2015 « a permis l'adoption d'une nouvelle Constitution, plus adaptée aux exigences de l'état de droit dans son acception la plus communément admise », a dit M. Gakosso, dans un discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

Selon lui, cette Constitution « renforce le principe de séparation des pouvoirs, consacre l'indépendance de la justice, abolit la peine de mort, parie sur la parité homme-femme, reconnaît les droits fondamentaux des peuples autochtones et pose les jalons d'une démocratie participative ».

Il a rappelé que la Constitution adoptée institue à côté de la Commission nationale des droits de l'homme d'autres organes tels que le Conseil national du dialogue, le Conseil consultatif des femmes, le Conseil consultatif de la jeunesse, le Conseil

national des sages et le Conseil consultatif des personnes vivant avec un handicap.

« Autant d'innovations, voulues par le peuple souverain lui-même, autant de challenges que nous avons aujourd'hui à relever et qui vont indubitablement améliorer la gouvernance politique, économique et sociale dans notre pays », a souligné le Ministre des affaires étrangères.

S'agissant des pays voisins, M. Gakosso a déploré « les événements tragiques qui ont secoué, voici près d'une semaine, Kinshasa et endeuillé le peuple frère de la République démocratique du Congo. « Comme l'a fait le Secrétaire général des Nations Unies, il y a quelques jours, nous invitons, nous aussi, nos frères congolais à privilégier la recherche de solutions pacifiques, notamment par le biais d'un dialogue inclusif », a-t-il dit.

Quant au Gabon, le Ministre congolais a souligné que la crise post-électorale était une source de préoccupation. « Nous formons le voeu ardent de voir le peuple frère de ce pays puiser dans les profondeurs de la sagesse bantoue que nous avons en partage pour sortir réconcilié de cette épreuve douloureuse », a-t-il dit.

Quant à la République centrafricaine, M. Gakosso a noté que ce pays « a pu conduire avec succès une transition politique dont l'épilogue a été l'élection présidentielle, ouvrant ainsi la voie à l'espérance collective d'une vie meilleure ».

« La République du Congo salue cet accomplissement qui est l'expression de la volonté d'un peuple décidé à enterrer ses vieux démons, une peuple décidé à renouer avec la paix et la stabilité après plusieurs années de chaos », a-t-il ajouté. « La République du Congo encourage les efforts de paix, de réconciliation et de reconstruction auxquels le Président Faustin Archange Touadéra et son gouvernement s'emploient avec courage et abnégation ».

Syrie : Ban Ki-moon se dit consterné par l'escalade militaire dans la ville d'Alep



quartier d'Al-Riad, à Alep, en Syrie, en juillet 2016. Photo OCHA/Josephine Guerrero

24 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est dit samedi consterné par l'escalade militaire dans la ville d'Alep, en Syrie, qui fait face, selon lui, « aux bombardements les plus intenses depuis le début du conflit syrien ».

« Depuis l'annonce il y a deux jours par l'armée syrienne d'une offensive pour capturer l'est d'Alep, des informations ont fait état à plusieurs reprises de frappes aériennes impliquant l'utilisation d'armes incendiaires et de munitions sophistiquées telles que des bombes anti-bunker », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général souligne que l'utilisation apparemment systématique de ce type d'armes qui frappent sans discrimination dans des zones densément peuplées peut constituer des crimes de guerre », a-t-il ajouté.

« Le Secrétaire général considère qu'il s'agit d'un jour sombre pour l'engagement mondial à protéger les civils. La communauté internationale doit être unie pour envoyer un message clair affirmant qu'elle ne tolérera pas l'utilisation d'armes de plus en plus puissantes et de plus en plus meurtrières qui frappent sans discrimination les civils », a-t-il encore dit.

Selon la presse, un véritable déluge de feu s'est abattu depuis deux jours sur les quartiers rebelles d'Alep que les forces du gouvernement syrien, soutenu par la Russie, tentent de reprendre.

Mercredi, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU consacrée à la situation en Syrie, Ban Ki-moon avait exhorté les membres du Conseil à user de toute leur influence pour rétablir le cessez-le-feu dans ce pays, permettre le retour de l'aide humanitaire et remettre le processus politique sur les rails pour « sortir les Syriens de l'enfer dans lequel ils sont pris au piège ».

« La tragédie syrienne nous déshonore tous. L'échec collectif de la communauté internationale devrait hanter tous les membres de ce Conseil », avait déclaré M. Ban.

Les partenaires de la Centrafrique réclament des actions concrètes pour faire avancer le processus de paix



Des habitants de Bambari, en République centrafricaine. Photo: OCHA/Gemma Cortes.

24 septembre - A l'occasion d'une réunion ministérielle consacrée à la République centrafricaine (RCA) vendredi au siège de l'ONU à New York, les partenaires de ce pays ont insisté sur l'importance d'actions concrètes pour obtenir des progrès rapides dans le processus de paix et la réconciliation nationale.

Cette réunion avait été convoquée par le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson, au nom du Secrétaire général, a précisé un communiqué de presse diffusé samedi par le bureau du porte-parole du Secrétaire général.

Le Président centrafricain, Faustin Archange Touadéra, était présent, ainsi que des partenaires clefs de la RCA, dont la France, les Etats-Unis, l'Union africaine, l'Union européenne, la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Banque mondiale, et le Président de la configuration de la Commission de consolidation de la paix pour la RCA.

Cette réunion a donné au Président Touadéra l'opportunité de présenter les progrès réalisés par le gouvernement centrafricain dans la mise en œuvre de sa vision pour la stabilisation de son pays.

« Les participants ont salué la vision du Président Touadéra pour transformer le pays ainsi que ses priorités immédiates pour résoudre les causes profondes du conflit et favoriser le développement du pays à long terme. Ils ont encouragé les autorités centrafricaines à continuer leurs efforts en faveur d'une approche inclusive associant toutes les composantes de la société centrafricaine », a souligné le communiqué de presse. « Les participants ont également insisté sur l'importance d'actions concrètes pour obtenir des progrès rapides dans le processus de paix et la réconciliation nationale à tous les niveaux de la société, et pour permettre le retour des 468.000 réfugiés et des 384.000 personnes déplacées internes, afin qu'ils retrouvent leurs biens et leurs moyens de subsistance ».

Reconnaissant que la présence continue des groupes armés représente l'obstacle le plus immédiat à la stabilité et au redressement du pays, les participants ont encouragé les autorités centrafricaines à poursuivre leurs efforts pour mettre en œuvre un processus de concertation avec les représentants des groupes armés en vue de permettre le lancement sans délai du programme national de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement. Les participants ont souligné que ces efforts devaient aller de pair avec la mise en œuvre de réformes concrètes dans les secteurs de la sécurité, de la défense et de la justice.

Le Président Touadéra a présenté la proposition du gouvernement centrafricain de Cadre d'engagement mutuel entre le gouvernement centrafricain et ses partenaires internationaux, régionaux et bilatéraux. Il a réaffirmé sa volonté de finaliser le document pour la conférence des partenaires de la RCA et des bailleurs de fonds à Bruxelles le 17 novembre. Les participants ont salué ce Cadre d'engagement mutuel « comme un mécanisme important pour maintenir un haut niveau de partenariat stratégique entre la République centrafricaine et la communauté internationale ».

Les participants à la réunion ont exprimé leur préoccupation devant le manque de financement, entravant une réponse adéquate à la crise humanitaire en cours en RCA, avec 2,3 millions de personnes ayant besoin d'aide. Ils ont convenu de travailler ensemble durant les prochaines semaines, pour encourager de nouvelles promesses financières, notamment auprès de nouveaux donateurs potentiels pour la RCA. Ils ont enfin souligné la nécessité pour le gouvernement de mettre en œuvre des réformes structurelles dans le domaine de la gouvernance, de la décentralisation et de la gestion des finances publiques afin que ces fonds soient investis de manière efficiente.

Le Gabon estime que reconstruire le lien social et l'unité du pays est l'exigence du moment



Ministre des affaires étrangères du Gabon, Emmanuel Isoze-Ngondet, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

24 septembre - A la suite de la décision de la Cour constitutionnelle du Gabon qui a confirmé la réélection du Président sortant Ali Bongo Ondimba, le Ministre gabonais des affaires étrangères, Emmanuel Isoze-Ngondet a estimé samedi devant la 71e session de l'Assemblée générale des Nations Unies que la priorité de son gouvernement était de reconstruire l'unité du pays et de préserver la paix.

« La présente session se tient au lendemain d'une élection présidentielle disputée dans mon pays. Les résultats définitifs proclamés hier soir ont confirmé la réélection de Ali Bongo Ondimba, Président de la République, chef de l'Etat », a dit M. Isoze-Ngondet, qui a exprimé la gratitude du gouvernement et du peuple gabonais « aux pays amis qui ont été présents à nos côtés ».

« Je remercie l'ensemble de la communauté internationale pour le soutien apporté au cours de ces moments très sensibles de l'histoire du Gabon », a-t-il ajouté.

Selon le Ministre, prenant la mesure de la situation créée par cette élection présidentielle dont le résultat a été contesté par son rival Jean Ping, « le Président Ali Bongo Ondimba a appelé à un dialogue inclusif, à la réconciliation et à l'union ».

« Reconstruire le lien social et l'unité du pays est l'exigence du moment. Préserver la paix et la stabilité du pays est le défi du moment », a dit M. Isoze-Ngondet.

Le Ministre gabonais a invité la communauté internationale à accompagner son pays « dans cet effort dont l'objectif final visé est la consolidation de l'état de droit, de la démocratie et de la bonne gouvernance ».

Il a précisé que le gouvernement renforcerait la gouvernance politique et économique et que les instances de prévention et de règlement des conflits au plan national que sont le Conseil national de la démocratie et la Médiature de la République « seront dotés de moyens conséquents leur permettant de remplir leurs missions ».

A la veille de la décision de Cour constitutionnelle du Gabon, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait appelé au calme « avant et après l'annonce » de cette décision sur les différends liés à l'élection présidentielle du 27 août 2016. Il avait exhorté « tous les acteurs, en particulier les leaders politiques et leurs partisans, à faire preuve de la plus grande retenue, à s'abstenir de toute forme de violence ».

L'ONU appelle à intensifier les efforts pour aider les Pays les moins avancés à réaliser leurs objectifs de développement



Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

24 septembre - A l'occasion d'une réunion ministérielle des Pays les moins avancés (PMA) samedi à New York en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, a jugé nécessaire d'intensifier les efforts pour aider ces pays à réaliser leurs objectifs en matière de développement.

« L'examen à mi-parcours du Programme d'action d'Istanbul en faveur des PMA, organisé en Turquie plus tôt cette année, a conclu que les PMA ont fait des progrès considérables dans les domaines de l'agriculture, du développement humain et de la paix », a souligné M. Eliasson dans un discours à cette réunion.

« Mais à moins que ces progrès ne s'accroissent considérablement au cours des cinq prochaines années, dans tous les secteurs, il ne sera pas possible de réaliser le Programme d'action d'Istanbul d'ici l'échéance de 2021 », a-t-il ajouté.

Selon lui, les PMA ont besoin d'un soutien solide pour diversifier leur production, stimuler leur commerce et protéger les

gains de développement des chocs extérieurs.

« Les contraintes structurelles, les catastrophes naturelles, les pandémies, les situations de conflit et de post-conflit, et les changements climatiques continuent de fragiliser ces progrès », a souligné le Vice-Secrétaire général.

Il a noté que de nombreux PMA sont touchés par d'importants mouvements de réfugiés et de migrants, soit en tant que pays d'origine soit en tant que pays d'accueil. « Nous devons veiller à ce que la mise en œuvre de la Déclaration de New York adoptée lors du Sommet tenu le lundi fasse des PMA la priorité », a-t-il dit.

M. Eliasson a rappelé que l'examen à mi-parcours du Programme d'action d'Istanbul a pris un engagement fort de revitaliser le partenariat mondial pour le développement. « Les pays donateurs doivent remplir leur engagement d'allouer au moins 0,2% de leur revenu national brut à l'aide publique aux pays les moins avancés », a-t-il déclaré.

Il a toutefois estimé que cette aide ne suffira pas et que les PMA eux-mêmes devront redoubler d'efforts pour mobiliser des ressources nationales par le renforcement des capacités, le développement du secteur privé, et de meilleures interventions institutionnelles et politiques.

« Le développement durable repose sur l'appropriation nationale et le leadership, le renforcement des processus démocratiques et la primauté du droit, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles », a dit Jan Eliasson. « Les partenariats public-privé, Nord-Sud, Sud-Sud et la coopération triangulaire doivent jouer un rôle ».

Le Vice-Secrétaire général a appelé la communauté internationale à renforcer son travail à tous les niveaux, y compris ici à l'ONU, pour accélérer les progrès pour atteindre le Programme d'action d'Istanbul en 2021, et les objectifs de développement durable.

Le Burundi regrette les tentatives d'ingérence étrangère permanentes



Ministre des affaires étrangères du Burundi, Alain Aimé Nyamitwe, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

24 septembre - S'exprimant devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le Ministre des relations extérieures du Burundi, Alain Aimé Nyamitwe, a regretté samedi les tentatives d'ingérence étrangères permanentes dans les affaires intérieures burundaises.

M. Nyamitwe a rappelé que le Burundi était un pays souverain depuis 1er juin 1962 et que les trois groupes ethniques qui le composent y vivent en toute égalité.

Le Ministre a affirmé que la situation dans son pays s'améliorait, soulignant que 90.000 réfugiés burundais étaient rentrés au Burundi au cours des quatre derniers mois. Il a assuré que le gouvernement rejetait la violence et garantissait les droits de l'homme.

Il a demandé aux pays voisins de faciliter le rapatriement volontaire de tous les réfugiés burundais. Il a précisé que le dernier rapport du groupe d'experts des Nations Unies sur la République démocratique du Congo (RDC) ne laissait aucun doute sur les activités de groupes violents qui s'attaquent au Burundi.

Le Ministre burundais a affirmé la volonté de son gouvernement de dialoguer en précisant que son pays avait participé à toutes les réunions organisées par la Communauté d'Afrique de l'Est. Il a précisé que le 8 septembre dernier, l'ancien Président tanzanien Benjamin Mkapa avait présenté un rapport sur le processus en cours, en notant que les pays d'Afrique de l'Est réunis dans le cadre d'un sommet extraordinaire de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) décideraient de la marche à suivre dans les semaines et mois à venir.

En revanche, M. Nyamitwe s'est dit stupéfait par le manque de consensus qui a marqué l'adoption de la résolution 2303 (2016) du Conseil de sécurité qui a autorisé le déploiement de 228 policiers des Nations Unies avec pour mandat de rendre compte de la situation sécuritaire et des violations des droits de l'homme au Burundi.

Le rapport final de l'Enquête indépendante des Nations Unies sur le Burundi (EINUB) publié mardi décrit d'abondantes preuves de violations graves des droits de l'homme par le gouvernement burundais et des personnes qui lui sont associées, violations qui pourraient constituer des crimes contre l'humanité.

Au vu de leurs enquêtes qui « suggèrent des schémas de violations généralisées et systémiques », de l'histoire de violence inter-ethnique et d'impunité du pays et du danger d'une spirale de violence à grande échelle, les experts ont exhorté le gouvernement du Burundi, l'Union africaine, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, le Conseil de sécurité et d'autres acteurs internationaux à prendre une série de mesures robustes afin de préserver les réalisations obtenues dans le cadre des Accords d'Arusha et de la Constitution de 2005, qui ont conduit à la plus longue période de paix que le Burundi ait connue depuis son indépendance.

Ban Ki-moon dit sa préoccupation sur la situation au Burundi au chef de la diplomatie



Une réfugiée du Burundi, Perrie, a fui son domicile avec ses trois enfants en décembre 2015, et a trouvé refuge dans le camp de Nduta, en Tanzanie. Photo HCR/Sebastian Rich

24 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a fait part samedi de sa préoccupation concernant la situation au Burundi lors d'une rencontre au siège de l'ONU à New York avec le Ministre burundais des relations extérieures et de la coopération internationale, Alain Aimé Nyamitwe.

« Le Secrétaire général a souligné l'importance de respecter l'Accord d'Arusha. Le Ministre a assuré le Secrétaire général de l'engagement du gouvernement en faveur de la mise en œuvre de l'Accord d'Arusha et du dialogue », a dit le porte-parole de M. Ban dans un compte rendu de la rencontre à la presse.

« Le Secrétaire général a souligné que les Nations unies et ses partenaires humanitaires continuent d'intensifier leurs opérations afin de soutenir la population burundaise », a-t-il ajouté.

Ban Ki-moon a appelé le gouvernement à tout mettre en oeuvre afin de protéger la vie et les droits de tous les Burundais, quelle que soit leur affiliation politique, et de lutter contre l'impunité.

Le rapport final de l'Enquête indépendante des Nations Unies sur le Burundi (EINUB) publié mardi décrit d'abondantes preuves de violations graves des droits de l'homme par le gouvernement burundais et des personnes qui lui sont associées, violations qui pourraient constituer des crimes contre l'humanité.

Au vu de leurs enquêtes qui « suggèrent des schémas de violations généralisées et systémiques », de l'histoire de violence inter-ethnique et d'impunité du pays et du danger d'une spirale de violence à grande échelle, les experts ont exhorté le gouvernement du Burundi, l'Union africaine, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, le Conseil de sécurité et d'autres acteurs internationaux à prendre une série de mesures robustes afin de préserver les réalisations obtenues dans le cadre des Accords d'Arusha et de la Constitution de 2005, qui ont conduit à la plus longue période de paix que le Burundi ait connue depuis son indépendance.

S'exprimant samedi devant l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Nyamitwe a regretté les tentatives d'ingérence étrangères permanentes dans les affaires intérieures burundaises.